

Perpignan, le 17 janvier 2023

Préfecture
Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66
Mél : catherine.safont@pyrenees-orientales.gouv.fr

ARRETE COMPLEMENTAIRE n°PREF/DCL/BCLUE/2023017-0001

modifiant l'arrêté autorisant la société SABLIERE DE LA SALANQUE à exploiter la carrière de calcaire située sur la commune de Salses-le-Château (66) – Lieu-dit « Les Estagnols » et autorisant l'approfondissement supplémentaire de la fosse nord de 15 m, de 70 m NGF à 55 m NGF

LE PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 184 du 21 janvier 2000 accordant à la société SABLIERE-DE-LA-SALANQUE l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de SALSSES-LE-CHATEAU lieu-dit «Serrat de la Traverse», d'une superficie de 16ha, pour une durée de 20 ans et une capacité maximale annuelle de 400.000 tonnes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 autorisation la société SABLIERE DE LA SALANQUE à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire et ses installations de traitement et transit de matériaux situées aux lieux-dits «Serrat de la Traverse», «Castel Vell», «Les Estagnols» et «Clots d'en Boquer», sur la commune de Salses-le-Château ;

Vu le jugement du tribunal administratif de Montpellier du 18/05/2020 relatif aux arrêtés n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0001 et n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0002 du 16/08/2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2021.302-0001 du 29/10/2021 autorisant la société SABLIERE DE LA SALANQUE à reprendre l'activité de la carrière de Salses-le-Château au droit de la zone nord dénaturée et décapée pour une surface totale de 4,37 ha, située sur la commune de Salses-le-Château (66) – Lieu-dit « Les Estagnols ».

Vu la demande déposée 07/12/2022 par la société SABLIERE DE LA SALANQUE concernant un projet d'approfondissement de 15 m de la fosse d'extraction nord de la carrière de Salses-le-Château, de la côte +55 m NGF à +70 m NGF ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 21/12/2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu la confirmation d'absence d'observation du demandeur sur ce projet transmise par courriel du 03/01/2023 ;

CONSIDÉRANT que le projet d'approfondissement de 15 m de la fosse nord de la carrière de Salses-le-Château, de +70 m NGF à +55 m NGF, ne constitue pas une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture.

ARRÊTE

ARTICLE 1-

La société SABLIERE-DE-LA-SALANQUE dont le siège social est situé Route d'Opoul D5 – Sarrat de la Traverse – 66600 SALSSES-LE-CHATEAU, SIRET n°624 200 804 00026, est autorisée à approfondir de 15 m supplémentaires, de +70 m NGF à +55 m NGF, la fosse nord de la carrière située au lieu-dit « Les Estagnols » sur la commune de Salses-le-Château.

ARTICLE 2-

L'autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé, modifié par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3-

Les articles 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées », 1.2.5 « Consistance des installations classées » et 8.1.8.2 « Phasage » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé sont modifiés comme suit :

La côte de fond de fouille mentionnée à 70 m NGF pour la fosse nord est remplacée par 55 m NGF.

ARTICLE 4-

Le tableau précisant le montant de la garantie financière à l'article 1.5.2 « Montant des garanties financières » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Périodes	Montant en euros TTC
1 ^{ère} phase quinquennale, à compter du 16/08/2018 jusqu'au 16/08/2023	770 649,00 €
2 ^{ème} phase quinquennale, à compter du 16/08/2023 jusqu'au 16/08/2028	632 812,00 €
3 ^{ème} phase quinquennale, à compter du 16/08/2028 jusqu'au 16/08/2033	585 544,00 €
4 ^{ème} phase quinquennale, à compter du 16/08/2033 jusqu'au 16/08/2038	574 579,00 €
5 ^{ème} phase quinquennale, à compter du 16/08/2038 jusqu'au 16/08/2043	574 579,00 €
6 ^{ème} phase quinquennale, à compter du 16/08/2043 et jusqu'à la signature de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 1.5.9 :	341 133,00 €

Le nouvel acte de cautionnement correspondant à la phase quinquennale en cours, est adressé à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 5-

L'article 8.2.1 « Prescriptions spécifiques » de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé est modifié comme suit :

La quantité de stockage maximale de déchets inertes externes estimée à 1.800.000 m³ est remplacée par 2.000.000 m³.

ARTICLE 6-

Les plans de phasage figurant en annexe 4 de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 susvisé sont remplacés par les plans de phasage figurant en annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 7-

Rappel des dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 8-

Rappel des dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déferées à la juridiction administrative soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Rappel des dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 9-

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

Ampliation en sera adressée à :

- ✓ la commune de Salses-le-Château spécialement chargée d'assurer l'affichage prescrit à l'article précédent, et de faire parvenir à la préfecture le Procès-Verbal de l'accomplissement de cette formalité ;
 - ✓ l'inspection de l'environnement en poste à la subdivision de la DREAL de Perpignan ;
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,


Yohann MARCON

ANNEXE 1 : PLANS DE PHASAGE





